

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

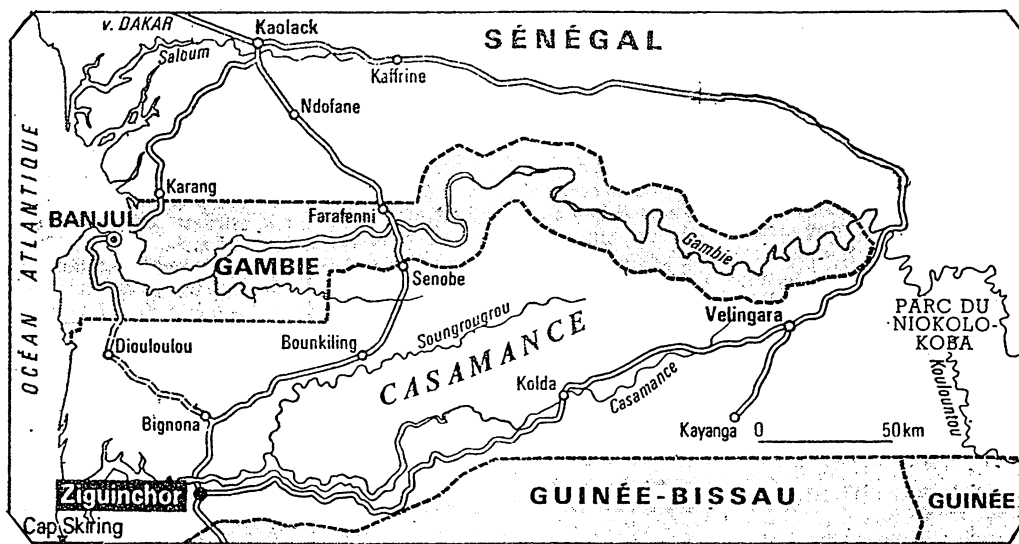
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 23 AVRIL 1995

N° 231

PRIX 4 FF



SENEGAL

LES EXPLOITES DE LA CASAMANCE

ET CEUX D'AUTRES REGIONS

ONT LES MEMES INTERETS

ET LES MEMES ENNEMIS

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Page 2
Editorial

Page 4
Côte d'Ivoire: Une alliance pour la mangroie gouvernementale.

Page 4
Tchad: Le recensement électoral annulé.

Page 6
Bongo en colère contre ses maîtres.

Page 7
Afrique du Sud: Un an après les élections, toujours pas de changement en vue...

Page 8
Election présidentielle: Seul compte le troisième tour social: la lutte.

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE:

DUFEAL - COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 - CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

SENEGAL

**LES EXPLOITES DE LA CASAMANCE
ET CEUX D'AUTRES REGIONS
ONT LES MEMES INTERETS
ET LES MEMES ENNEMIS**

Le 13 avril dernier on apprenait par la grande presse que quatre touristes français étaient portés disparus en Casamance depuis le 6 avril. L'hypothèse de l'enlèvement par les indépendantistes du MFDC (Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance) a été avancée bien que les instances officielles de ce mouvement ne le revendiquent pas. Par l'intermédiaire de son quotidien "Le Soleil", le gouvernement sénégalais avait déclaré qu'il ne s'agissait pas de touristes mais d'"instructeurs" militaires qui seraient allés en Casamance pour aider les indépendantistes. De leur côté, les autorités françaises s'étaient empressées de démentir ces accusations prétendant qu'il s'agit de paisibles touristes partis en visite dans le parc forestier de la Basse Casamance.

Quelle que soit l'origine exacte de cette "disparition" elle a au moins permis de porter à la connaissance d'un grand nombre de personnes, notamment ici en France, que dans cette région située au Sud du Sénégal il n'y pas qu'une jolie plage, une belle forêt tropicale luxuriante et un "Club Med" réservé aux touristes qui ont des moyens, atterrissant directement au pied de cet hôtel de luxe et qui ne connaissent du Sénégal que cet endroit isolé et rien de ce qui se passe à l'extérieur.

C'est depuis des années que cette région du Sénégal connaît des troubles, des émeutes, des affrontements militaires entre les troupes gouvernementales et celles des indépendantistes. Des villages entiers ont été abandonnés par leurs habitants. Quand ce n'est pas les troupes armées des indépendantistes qui brûlent les maisons des villageois ou les tuent impitoyablement sous prétexte qu'ils ne veulent pas collaborer avec eux, ce sont les troupes gouvernementales qui agissent de la même sorte en accusant ces villageois de cacher et d'aider les "rebelles".

.../...

C'est une véritable guerre que livre dans cette région l'armée sénégalaise. Une guerre avec son lot de morts et de désolation. Les chars d'assaut encerclent les villages et bombardent sans distinction.

C'est ainsi que dans la région d'Oussouie, plusieurs villages sont désertés. Les cultivateurs pris en otage par les uns et les autres ne peuvent plus cultiver la terre. Certains sont allés se réfugier en Guinée-Bissau, pays frontalier à la Casamance. L'armée sénégalaise n'avait pas hésité à pourchasser les villageois jusqu'en Guinée-Bissau, aggravant ainsi la tension entre les deux pays. Tout récemment, le président Sénégalais, Abdou Diouf, est allé s'"excuser" auprès de son homologue bissau-guinéen pour avoir fait bombarder "par erreur" par son armée des villages bissau-guinéens. Il a d'ailleurs obtenu l'appui de l'armée bissau-guinéenne pour ratisser les villages frontaliers. L'armée française basée à Dakar a elle aussi envoyé ses avions pour survoler la région de la Basse Casamance et aider l'armée sénégalaise soi-disant pour rechercher les français disparus mais en réalité c'est pour mâter la rébellion.

Le gouvernement sénégalais reconnaît que depuis le mois de janvier il y aurait eu une dizaine de morts parmi les civils et cinq du côté des militaires. Mais chacun sait que parmi les civils il y a certainement beaucoup plus de victimes que ceux déclarés par les autorités sans compter les morts antérieur à janvier.

Un accord de cessez-le feu a été signé en juillet 1993 entre Diouf et les dirigeants du MFDC après plus de dix années de guérilla tantôt ouverte tantôt feutrée. Les dirigeants officiels du MFDC ont accepté cet accord en échange de quelques avantages et privilèges tels que des octrois de postes bien

payés à certains dirigeants, du matériel et des voitures mis à leur disposition et une promesse d'un budget de 4 milliards de FCFA soi-disant pour promouvoir le "développement de la Casamance".

Cet accord de cessez-le-feu entre le pouvoir et le MFDC (en tout cas entre les dirigeants officiels du MFDC et le pouvoir) tiendrait toujours mais il faut croire que dans les instances dirigeantes de ce mouvement tout le monde ne semble pas content de son sort et estime qu'il n'a pas suffisamment gagné dans l'affaire. Une partie de ce mouvement semble contester la direction officielle et veut certainement monter les enchères pour bénéficier elle aussi de la manne de l'Etat.

Tous ces gens-là, les uns comme les autres, qui prétendent agir au nom des intérêts de tous les casamançais se moquent bien sûr des intérêts de ceux-ci et plus particulièrement des plus pauvres, des petits paysans qu'ils méprisent et qu'ils prennent en otage tout comme le fait le pouvoir de Diouf. La seule chose qui les intéresse, c'est comment tirer le plus de bénéfice pour eux personnellement de cette situation.

Pour les travailleurs comme pour les petits paysans de la Casamance, les ennemis, ce ne sont pas ceux qui sont venus du Nord du Sénégal pour vivre de leur travail sans exploiter ni exproprier les petits paysans. Les dirigeants du MFDC tout "casamançais" qu'ils soient, ne sont ni les alliés des pauvres et des travailleurs de leur région ni leurs défenseurs comme ils se prétendent mais leurs ennemis de classes. Ils n'ont rien de mieux que les représentants du pouvoir et de l'armée qui sont les défenseurs de tous les riches contre tous les pauvres quelles que soient leur ethnie ou leur région d'origine.

COTE D'IVOIRE

UNE ALLIANCE POUR LA MANGEOIRE GOUVERNEMENTALE

Dans un peu plus de six mois vont avoir lieu en Côte d'Ivoire les élections présidentielle, législative et municipale. Les partis politiques de l'opposition sont sur le pied de guerre contre le régime en place dirigé par Konan Bedié, successeur du dictateur Houphouët Boigny.

Le 5 avril dernier, trois partis de l'opposition, le Front populaire ivoirien (Laurent Gbagbo), le Rassemblement des républicains (Djény Kobena) et l'Union des forces démocratiques (Bamba Moriféré) ont décidé d'un commun accord la création du Front républicain, avec pour objectif "l'instauration et la promotion de la démocratie en Côte d'Ivoire." Ils ont choisi Laurent Gbagbo comme premier président de ce nouveau front pour une période de trois mois.

Selon la plate-forme signée par les principaux dirigeants de ces trois organisations, le Front républicain se donne pour "missions": "mobiliser les forces du changement; obtenir des élections transparentes; construire des alliances; lutter pour l'alternance au pouvoir".

A lire cette plate-forme, les intentions de ces dirigeants du Front républicain sont loin des aspirations du peuple dont ils se réclament pourtant quand ils affirment que c'est sa volonté à l'unité et à la paix qui a motivé cette création.

Les dirigeants de cette nouvelle organisation se sont empressés par un communiqué, de réclamer l'institution d'une "commission indépendante et libre" pour superviser les prochaines élections. Ils s'élèvent ainsi contre le gouvernement qui a confié à Emile Constant Bombet, actuel

ministre ivoirien de l'intérieur, la tâche de mettre en place, à travers tout le pays, les structures électorales (recensement de la population, création des bureaux de vote, tri des bulletins...).

Ainsi les dirigeants du Front républicain reprochent au régime son refus de coopérer avec l'opposition pour superviser les prochaines élections. Ils estiment que c'est une manoeuvre de "grande tricherie" pour truquer ces élections.

Voilà une des préoccupations majeures des initiateurs de ce Front républicain dont la principale ambition est d'arriver au pouvoir. Leur alliance aujourd'hui ne nous étonne pas. Ce sont des politiciens de la bourgeoisie qui ont les mêmes ambitions, qui se connaissent, qui se fréquentent. Comme écrivait le journal "La voie", organe du FPI quelques jours après la création du RDR, les Laurent Gbagbo, Djény Kobena, Francis Wodié... sont des "oiseaux du même pelage" qui peuvent "voler ensemble" à la conquête du pouvoir.

Ce que ces prétendus opposants cherchent, par ce regroupement, c'est de se hisser dans la mangeoire gouvernementale, de profiter de ses privilèges exactement comme le font les dirigeants du PDCI au pouvoir.

Les dirigeants du FR ne sont nullement préoccupés par la misère qui s'est développée avec la dévaluation du franc CFA, les injustices, les maladies qui frappent les populations pauvres et les licenciements qui jettent des milliers des travailleurs à la rue. En revanche ils n'hésitent pas à tromper les petites gens, les travailleurs, à se servir d'eux comme marche-pied pour assouvir leurs ambitions personnelles.

TCHAD

LE RECENSEMENT ELECTORAL

ANNULE POUR VICE DE PROCEDURE

La décision des magistrats de la cour d'appel de Ndjaména d'annuler, le 3 avril, pour vice de procédure le recensement de la population organisé par le gouvernement en vue des prochaines élections est restée en travers de la gorge du dictateur Idriss Déby. Il a décidé, paraît-il, de donner une bonne correction à ces magistrats pour leur crime de lèse-majesté.

Déby a l'habitude d'imposer ses points de vue à ses opposants de salon. Il ne peut comprendre que l'on puisse aller à l'encontre de sa volonté.

Récemment il a limogé Kassiré Benoit, son premier ministre pour ses écarts de langage. Ce dernier ne s'est plus contenté de "brouter l'herbe" sagement, comme une "chèvre" et d'obéir à son maître.

Ce limogeage s'est passé comme une lettre à la poste. Kassiré a été remplacé par Djimasta Koïbla, un politicien dit de l'opposition mais en réalité un autre homme de paille de Déby plus docile encore que l'ancien premier ministre Kassiré. Certains dirigeants de partis d'opposition disent que le nouveau PM n'a pas d'"ambition personnelle". Lui-même a confirmé ses propos en avertissant, lors de son investiture: "je ne ferai pas de miracle".

Pourtant Koïbla a été élu à ce poste par les membres du Conseil national de transition, organe en principe indépendant, chargé d'assurer le passage du régime dictatorial (parti unique) à un autre multipartiste; cette institution a également pour mission d'organiser et de contrôler les prochaines élections législatives et présidentielles.

En réalité cet organe est passé sous la botte de Idriss Déby; il a réussi à le chapeauter en y plaçant ses hommes de main. Le vote en faveur de Koïbla, par 36 voix sur 55 exprimées illustre bien cette situation. Déby détient là un atout important pour remporter les élections sans coup férir; de plus dans la "légalité". Des agents à sa solde ont déjà commencé le travail de recensement; des chiffres sont même publiés. Il faut tout recommencer à la suite de la décision des magistrats.

Pour le dictateur de Ndjaména, ce n'est que partie remise. Et puis rien ne l'oblige à accepter le verdict des urnes. Ce ne sont pas les élections qui l'ont porté au pouvoir mais la force des armes. Il a encore un an pour organiser un autre recensement de la population. C'est le délai que vient de lui accorder le même Conseil national de transition...acquis à sa cause.

BONGO EN COLERE CONTRE SES MAITRES

Depuis quelques temps, certains journaux français font état d'une sombre affaire qui concerne directement le dictateur Omar Bongo.

Selon eux, Bongo achetait des centaines de costumes à un grand couturier de Paris. Mais il exigeait que ces marchandises lui soient livrées, accompagnées de filles triées sur le volet. Une fois arrivées à Libreville, elles étaient à la merci de ce dictateur qui, paraît-il, n'hésitait pas à abuser d'elles. Certains avaient même affirmé que Bongo serait séropositif.

Bongo irritée par ce dénigrement de la presse, rappelle

son ambassadeur et demande au gouvernement français d'intervenir en sa faveur pour faire taire les médias. La presse gabonaise prend le relais pour soutenir Bongo.

Ce qu'ignore ce dictateur, c'est qu'en France les médias ne sont pas forcément aux ordres de Matignon, comme à Libreville. Et ce que dit la presse concernant sa séropositivité et ses agissements phalocrates n'est peut-être pas dénué de tout fondement.

Car cet ignoble individu est aussi capable de tels actes. Heureusement la presse n'est pas partout sous la botte de ceux qui nous gouvernent en Afrique.

IMMIGRATION

UN VERITABLE BAGNE EN PLEIN PARIS

Le 20 avril dernier, 26 immigrés arrêtés et emprisonnés au dépôt du Palais de Justice de Paris ont été remis en liberté par le juge de la rétention administrative des étrangers pour les mauvais traitements dont ils sont victimes. Ces personnes libérées étaient considérées par les agents de la préfecture comme des clandestins.

Dans ce dépôt, des avocats ont été empêchés de visiter les cellules. Ce n'est pas étonnant parce que la police y fait mener aux détenus une vie infernale. Non seulement ces derniers ont vécu dans des conditions aussi pires que des bêtes, en plus la police se permet de les agresser au point qu'un jeune en est sorti avec le bras dans le plâtre.

Déjà récemment un juge avait constaté un suicide et des violences

de tous genres sur d'autres détenus. L'insécurité était totale pour ceux qui sont parqués dans ce dépôt.

Les mauvaises conditions de détention dans cette prison sont tellement flagrantes que la Ligue des droits de l'homme a dû intervenir pour marquer son indignation.

Et tout cela se passe dans les sous-sols du Palais de la Justice, à deux pas de l'Hôtel de Ville, là où Jacques Chirac, candidat aux élections présidentielles, a son bureau et règne en maître sur la ville de Paris.

Mais ce n'est pas étonnant car tous ces messieurs qui se prétendent démocrates se moquent complètement de la vie des pauvres démunis de toute défense et de liberté.

AFRIQUE DU SUD

UN AN APRES LES ELECTIONS MULTIRACIALES, TOUJOURS PAS DE CHANGEMENT EN VUE POUR LES TRAVAILLEURS.

Nelson Mandela et les dirigeants de l'ANC s'appêtent à souffler sur la première bougie de leur accession aux commandes de l'Etat suite aux premières élections multiraciales.

Les lois racistes et l'apartheid ont été gommés dans les textes des institutions. Le gouvernement jusque-là aux mains exclusives des Blancs dut céder la place à un gouvernement à majorité noire. A part cela il n'y a pas d'amélioration quant à la situation des travailleurs de ce pays.

La majorité des Noirs vivent en dessous du seuil de pauvreté. Plusieurs grèves dites sauvages ont éclaté durant les derniers mois dans la métallurgie, les transports, le commerce etc... Les travailleurs se battent en ordre dispersé car les dirigeants syndicaux liés à l'ANC donc au gouvernement freinent les mouvements. Certains députés ANC s'en inquiètent tel un certain Marcel Golding, ancien dirigeant syndical des mines élu député en 1994: "La population s'impatiente. On blâme les Wabenzi ces nouveaux arrivistes de l'ANC qui traversent les cités noires au volant de leur mercedes Benz, qui regardent le peuple de haut en disant soyez patients, le changement ne peut venir du jour au lendemain!"

D'après une étude de la banque mondiale, un dixième de la population accapare 51% de la richesse nationale. Les Noirs, 75% de la population n'en reçoivent que 27%. Leur niveau de vie ne cesse de baisser car l'inflation qui avoisine le taux de 10% affecte surtout les revenus populaires par l'augmentation des prix des aliments de base. Par contre la proportion de

Noirs qui font partie des privilégiés grandit selon la même étude. Ils représentent 26% des 20% des plus riches (contre 10% il y a vingt ans).

Selon le mensuel "Le Monde diplomatique" de février, certains conflits ont éclaté dans des entreprises appartenant à des Noirs. Au mois de janvier, trois mille travailleurs se sont mis en grève dans la National Sorghum de Soweto. Les affrontements avec la police y auraient fait un mort. L'entreprise a obtenu du tribunal que les grévistes ne s'approchent pas des usines à moins de 500 mètres.



Un bidonville

L'ANC est un parti aux mains des notables noirs. Aux lendemains des élections, Mandela lui-même a déclaré que "le programme de l'ANC ne mentionne même plus le mot de nationalisation, il n'y a aucune déclaration qui nous lie de quelque manière que ce soit à l'idéologie marxiste".

En Afrique du Sud, un parti marxiste représentant les intérêts des travailleurs et de la population pauvre fait cruellement défaut aujourd'hui. Sans un tel parti et sans des luttes conséquentes des travailleurs, la soi-disant

"transition démocratique" en oeuvre depuis un an risque de continuer à n'être qu'un leurre pour les travailleurs.

ELECTION PRESIDENTIELLE EN FRANCE SEUL COMPTE LE TROISIEME TOUR SOCIAL: LA LUTTE !

Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle qui viennent de se dérouler en France ont montré que la droite et l'extrême droite totalisent environ 60 % de l'électorat. Les voix de Le Pen et de De Villiers font environ 20 %. Selon les sondages Chirac sera probablement élu au soir du deuxième tour. Cet homme, on le sait, est un ennemi des travailleurs.

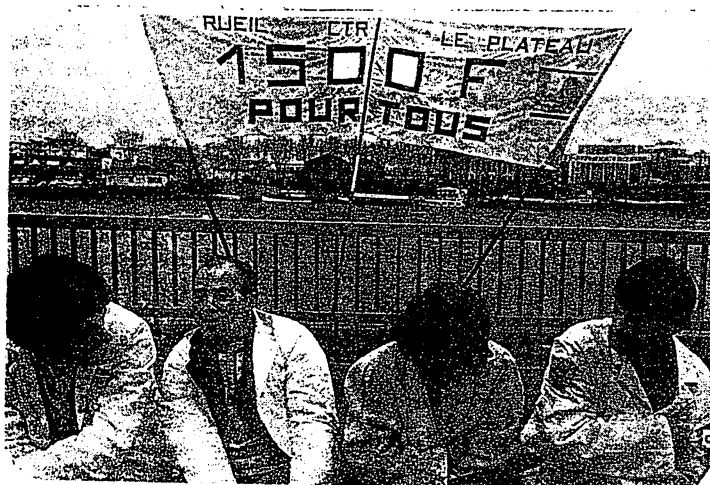
Lionel Jospin, le candidat du PS veut "rassembler toutes les forces de gauche et de progrès" mais nous savons à l'avance que sa politique, s'il arrive au pouvoir, ne sera pas si différente de celle de Chirac. Durant les deux septennats de Mitterrand le PS a régné pendant dix années. Soutenu par le PC, le PS avait même eu la majorité absolue au parlement. Mais on a vu que non seulement il n'a pas été capable de mettre fin au chômage mais au contraire toute la politique qu'il avait menée était destinée à satisfaire la volonté du patronnat. C'est sous son gouvernement, avec les ministres du Parti Communiste Français, que les premiers blocages des salaires ont été décidés. Ensuite ce furent les licenciements massifs dans les grandes entreprises. Et pendant que les gouvernements successifs du PS faisaient subir la politique d'austérité et de rigueur à la classe ouvrière, le patronnat, lui, affichait des profits colossaux qui allaient dans la spéculation.

Vis à vis des pays du tiers-monde et plus particulièrement vis à vis des anciennes colonies françaises d'Afrique, l'impérialisme

français, avec à sa tête des hommes de gauche ou de droite, a toujours eu la même politique. Tous ont continué à soutenir nos dictateurs africains. L'armée française sous Giscard comme sous Mitterrand a volé plusieurs fois au secours de ces dictateurs à chaque fois qu'ils avaient eu affaire à des émeutes populaires.

Jospin a été ministre sous les gouvernements de la gauche et il avait cautionné toute la politique de cette gauche contre les intérêts des travailleurs de France et contre les populations des pays africains.

Alors, les travailleurs, immigrés comme français n'ont rien à attendre de ces hommes qui ont déjà prouvé de quel côté ils se trouvent.

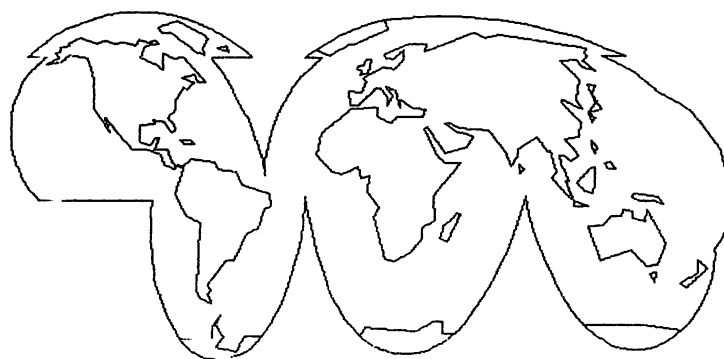


De cette élection, il n'y a donc rien à attendre pour les

travailleurs. Le seul moyen pour ces derniers de changer véritablement leur sort, c'est la lutte. C'est dans la lutte, dans les grèves et dans les manifestations que les travailleurs sont forts et peuvent imposer ensemble leurs revendications. Et les travailleurs immigrés qui sont exclus de ces

consultations parce que privés du droit de vote bien qu'ils vivent et payent leurs cotisations et leurs impôts comme tous les autres travailleurs, se retrouveront côte à côte pour exprimer leur colère et préparer le "troisième tour social", le seul qui sera déterminant dans l'avenir.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.